

МІНІСТЕРСТВО ОСВІТИ І НАУКИ УКРАЇНИ
СУМСЬКИЙ ДЕРЖАВНИЙ УНІВЕРСИТЕТ
КАФЕДРА ІНОЗЕМНИХ МОВ
ЛІНГВІСТИЧНИЙ НАВЧАЛЬНО-МЕТОДИЧНИЙ ЦЕНТР

МАТЕРІАЛИ ІХ МІЖВУЗІВСЬКОЇ
НАУКОВО-ПРАКТИЧНОЇ КОНФЕРЕНЦІЇ
ЛІНГВІСТИЧНОГО НАВЧАЛЬНО-МЕТОДИЧНОГО ЦЕНТРУ
КАФЕДРИ ІНОЗЕМНИХ МОВ

“TO MAKE THE WORLD SMARTER AND SAFER”

(Суми, 26 березня 2015 року)
The nineth scientific practical student`s, postgraduate`s and teacher`s
LSNC conference

L'ÉLECTRICITÉ EST L'ÉNERGIE DU FUTUR, SELON LES INDUSTRIELS DU SECTEUR

Etudiant Sesenko A., Groupe EP 31

Chef d'article Aleksakhina T.

La "fée électricité" à un brillant avenir devant elle, notamment en raison du développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication et d'un impératif climatique : réduire les émissions de gaz à effet de serre. C'est la certitude affichée par les industriels du secteur regroupés au sein de l'Union française de l'électricité (UFE) qui compte dans ses rangs des poids lourds comme EDF et GDF Suez, mais aussi des entreprises de taille moyenne comme Direct Energie.

Dans sa "*contribution*" au débat national sur l'énergie en cours, rendue publique mardi 22 octobre, l'UFE souligne d'emblée le "*bon bilan*" carbone de la France et même "*une avance dans la lutte contre le changement climatique*" par rapport à ses voisins, notamment l'Allemagne. Ce combat contre le réchauffement climatique doit d'ailleurs être "*la priorité*" de la politique européenne de l'énergie, juge-t-elle. Sans citer l'importance du nucléaire, les électriciens français rappellent qu'avec l'hydraulique, il donne un "*avantage concurrentiel*" à la France, où le prix du courant est 50 % moins cher que celui de la moyenne des pays européens membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques.

DÉVELOPPEMENT INCONTRÔLÉ DE L'ÉOLIEN ET DU SOLAIRE

Il n'est pas étonnant que l'UFE reprenne les mises en garde des patrons de dix des plus grandes compagnies d'énergie européennes (E.ON, GDF Suez, RWE, ENI, ENEL, Iberdrola...) sur le développement incontrôlé de l'éolien et du solaire sur le Vieux Continent. Le développement des énergies renouvelables, prévient-elle, "*doit être adapté au rythme d'évolution de la demande*", alors

qu'il progresse très rapidement dans une Europe où la consommation d'électricité stagne. Ainsi les énergies renouvelables, lourdement subventionnées, ont-elles contribué à la hausse de la facture des consommateurs français à travers le poids grandissant de la contribution au service public de l'électricité payée par les clients et par EDF. L'UFE souligne que la politique énergétique doit, au contraire, *"privilégier la rationalité économique"*. Sans sacrifier pour autant l'impératif climatique.

A ceux qui veulent réduire drastiquement la part du nucléaire en France, où il assure près de 80 % de la production d'électricité, l'UFE prévient : *"Il faut que l'évolution du mix électrique soit conçu dans une logique de coût/efficacité"* et *"en capitalisant sur les moyens existants"*. En clair, les 58 réacteurs nucléaires exploités par EDF et les quelque 400 barrages hydroélectriques. Ces deux outils assurent à eux seuls plus de 90% de la production électrique française en émettant très peu de CO2. En outre, EDF reste un exportateur net de courant, même si la balance est déséquilibrée à certaines périodes de l'année. La priorité doit plutôt être de réduire le chauffage au fioul, même si le chauffage électrique est déjà le plus développé en Europe. Il faut aussi repenser le transport routier. Chauffage et transports sont responsables des deux tiers des émissions de gaz à effet de serre dans l'Hexagone.

Mais le bilan global dépendra aussi beaucoup de l'évolution de l'intensité énergétique (quantité d'énergie pour produire une unité de PIB). Elle n'a cessé de se réduire depuis les années 1970 à mesure que les moteurs s'amélioraient et que les industriels modernisaient leur outil de production pour les rendre moins énergivores. Là encore, par un recours moins important au pétrole.